

Initiatives ministérielles

la formation et la recherche. C'est la première fois que l'apprentissage sera taxé. Quel scandale alors que nous sommes au seuil d'une nouvelle ère où l'éducation et la technologie seront plus importantes que jamais.

L'éducation est battue en brèche sur un autre front. Les collèges et les universités seront aux prises avec un système compliqué de remises qui les obligera à payer davantage même s'ils arrivaient à s'y retrouver dans cette jungle administrative. Nous savons tous que ces établissements ne peuvent pas se le permettre. Ce régime fiscal ne renferme aucun stimulant susceptible d'encourager la recherche et le développement—encore une occasion ratée par ceux qui essaient de faire adopter cette réforme fiscale.

J'ai récemment reçu plus de 300 pétitions signées par des milliers de Canadiens qui étaient consternés d'apprendre que cette taxe s'appliquerait aux livres. C'est vraiment l'ironie du sort que, en 1990, l'année que les Nations Unies a désigné comme l'Année internationale de l'alphabétisation, le gouvernement taxe les livres. C'est plus que de l'ironie, c'est scandaleux et donne un triste aperçu de la position du gouvernement à propos de l'importance du savoir.

Un de mes électeurs, un psychologue, m'a écrit quand il a appris que le gouvernement envisage de taxer les patients des psychologues. Je suis d'accord avec lui sur ce manque de compassion et de compréhension stupéfiants à l'égard de la santé mentale.

Les gens ne décident pas plus de demander l'aide d'un psychologue que de tomber malades. Les problèmes émotionnels, s'ils ne sont pas traités, peuvent coûter très cher sur le plan personnel et entraîner des frais économiques réels à notre société.

Ce n'est pas une question de finances mais bien de soins de santé et de la vie des gens. Manifestement, toute taxe qui limite l'accès des Canadiens aux services de psychologie est une mesure injuste et qui manque incroyablement de vision.

Le Conseil national du bien-être social a prédit que, dans moins de cinq ans, 700 000 familles pauvres ne pourront plus bénéficier du crédit d'impôt à cause de l'absence de pleine indexation. Dans moins de dix ans, plus d'un million de familles canadiennes qui ont besoin de cette protection perdront leur crédit d'impôt.

Bref, il n'y a qu'un mot qui résume la situation. C'est injuste. Les Canadiens d'un bout à l'autre du pays ont manifesté bruyamment leur opposition à cette taxe. Il faut que le gouvernement en prenne compte. Les Canadiens méritent plus d'égards. Je demande au gouvernement de renoncer à cette taxe.

M. George Proud (Hillsborough): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de participer ce soir au débat sur la fameuse taxe sur les produits et services qui sera imposée aux Canadiens.

Je suis très déçu de cette réforme fiscale qu'on nous promettait depuis des années. Selon tous les groupes, les particuliers et les organismes du pays, ce n'est pas une véritable réforme. Ce n'est qu'une charge supplémentaire qui vient s'ajouter au fardeau déjà trop lourd que doit porter le contribuable.

J'ai écouté les députés des deux côtés de la Chambre nous relater les remarques et les questions qu'avaient soulevées leurs électeurs ainsi que les inquiétudes que leur avaient communiqué de nombreuses organisations. À l'instar d'autres députés, j'ai reçu à mon bureau de circonscription un grand nombre de mes électeurs venus me livrer leur opinion sur le projet de taxe sur les produits et services.

Le secteur touristique est l'une des grandes industries de ma province de l'Île-du-Prince-Édouard. L'industrie touristique s'inquiète énormément des répercussions que la taxe aura sur ses activités. Au Canada, pour une raison quelconque, les repas, l'hébergement, l'essence, les boissons alcooliques et le tabac sont plus dispendieux que chez nos voisins du Sud. Le Canada atlantique craint que la nouvelle mesure financière ne nuise considérablement à l'industrie touristique de ma province et à cette région du pays.

• (2200)

Le secteur de l'hôtellerie, de l'alimentation et des boissons est également inquiet puisqu'il sait, comme nous tous, que ce secteur sera le premier touché par une augmentation des prix, ou des taxes, parce que les gens perdent alors leur intérêt pour ce genre de choses. Ils ne vont plus au restaurant et choisissent des lieux de villégiature moins dispendieux. Donc, comme vous le voyez, dans ma région, ces deux industries sont très inquiètes.

Je dois également parler des fabricants de ma région. Ceux-ci s'inquiètent surtout du fait que la taxe fera probablement diminuer leurs ventes, mais aussi du fait qu'ils devront embaucher un employé presque à temps plein pour percevoir cette taxe. C'est d'ailleurs ce qu'affirment tous les gens d'affaires.

D'après ce qu'en pensent les gens de ma circonscription qui sont venus m'en parler je peux affirmer qu'ils s'opposent globalement à l'application de la taxe sur les produits et services. Dans les régions du Canada, le réseau de transport à deux sens, utilisé pour acheminer les produits des régions vers le marché central et vice versa, est très dispendieux. Ces dépenses ne feront qu'accroître inutilement le prix des produits que nous devons